

[La PAC au secours des biens publics environnementaux](#)

28 janvier 2010

Dans ce rapport commandé à l'IEEP (Institute for European Environmental Policy) de Londres par la DG Agri, pour la première fois, des chercheurs se sont employés à dresser une liste exhaustive des biens publics environnementaux fournis par les agriculteurs européens et ont invoqué des arguments à l'appui d'une intervention publique en la matière.

L'étude répertorie un large éventail de biens publics environnementaux et sociaux fournis par des agriculteurs de toute l'Europe, au nombre desquels figurent la préservation des paysages culturels de valeur, la protection d'oiseaux des champs ou encore la sauvegarde des prairies riches en espèces, présentes sur l'ensemble du territoire européen. Les agriculteurs gèrent aussi les terres en vue du stockage du carbone et contribuent à la préservation de la qualité de l'eau et des sols.

Il ressort des conclusions du rapport que, pour nombre de ces biens, l'offre n'est pas suffisante, bien que les citoyens européens leur accordent une grande valeur, selon les enquêtes d'opinion.

Selon les auteurs, il conviendrait donc d'augmenter le degré d'intervention publique. La PAC dispose d'une palette de mesures pouvant aider les agriculteurs à offrir ce genre de biens. La fourniture des biens publics en Europe serait une justification valable et cohérente pour une future PAC, à leurs yeux.

Le dernier chapitre contient quatre scénarios sur l'avenir de la PAC à l'horizon 2020 : un scénario « de référence » dans lequel la politique européenne reste sensiblement la même, avec une réduction de 20% du budget toutefois, un scénario de libéralisation totale, présenté comme « hypothétique » et non réaliste, et deux scénarios (variantes) de réforme de la PAC basés sur des objectifs à atteindre (target support scenarios) et une conditionnalité renforcée. Chaque scénario est accompagné de ses implications sur les biens publics environnementaux ainsi que celles sur les politiques.

[Le résumé](#) (28 p.)

[Le rapport](#) (396 p.)

Voir aussi notre [blog sur l'avenir de la PAC](#)